

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
POUR LES SIX MOIS TERMINÉS LE
31 mars 2010



DES PROGICIELS, DES RESSOURCES, UNE COMPAGNIE... EN SANTÉ

 Logibec

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS
pour les périodes terminées les 31 mars

*en milliers de dollars canadiens,
sauf les données par action*

	2010	2009	2010	2009
	Trimestre	Trimestre	Six mois	Six mois
	\$	\$	\$	\$
Produits	18 429	19 677	36 312	38 441
Charges d'exploitation				
Coût des services	8 390	9 051	16 443	17 789
Frais de vente et d'administration	3 214	3 701	6 647	7 469
	11 604	12 752	23 090	25 258
Bénéfice avant les éléments suivants:	6 825	6 925	13 222	13 183
Amortissement des actifs incorporels et autres actifs à long terme	2 458	2 776	4 835	5 424
Amortissement des immobilisations	255	547	507	1 108
Perte sur disposition d'actifs (note 3)	1	-	75	-
Provision pour fermeture de bureaux (note 3)	-	-	422	-
Frais financiers	289	394	693	110
	3 003	3 717	6 532	6 642
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	3 822	3 208	6 690	6 541
Impôts sur les bénéfices	1 187	964	2 055	1 973
Bénéfice net	2 635	2 244	4 635	4 568
Bénéfice net par action (note 6)				
De base	0,29	0,24	0,51	0,48
Dilué	0,29	0,24	0,50	0,48
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (note 6)				
De base	9 147 185	9 435 090	9 171 613	9 486 642
Dilué	9 188 784	9 478 913	9 223 834	9 530 464

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT ÉTENDU
pour les périodes terminées les 31 mars**

<i>en milliers de dollars canadiens</i>	2010	2009	2010	2009
	Trimestre	Trimestre	Six mois	Six mois
	\$	\$	\$	\$
Bénéfice net	2 635	2 244	4 635	4 568
Gains (pertes) non réalisés découlant de la conversion des états financiers des filiales étrangères autonomes	(2 650)	3 370	(4 145)	15 413
Résultat (perte) étendu	(15)	5 614	490	19 981

**ÉTATS CONSOLIDÉS DU CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU
pour les périodes terminées les 31 mars**

<i>en milliers de dollars canadiens</i>	2010	2009	2010	2009
	Trimestre	Trimestre	Six mois	Six mois
	\$	\$	\$	\$
Solde au début	(1 818)	10 965	(323)	(1 078)
Gains (pertes) non réalisés découlant de la conversion des états financiers des filiales étrangères autonomes	(2 650)	3 370	(4 145)	15 413
Solde à la fin	(4 468)	14 335	(4 468)	14 335

**ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS
pour les périodes terminées les 31 mars**

<i>en milliers de dollars canadiens</i>	2010	2009	2010	2009
	Trimestre	Trimestre	Six mois	Six mois
	\$	\$	\$	\$
Solde au début	24 276	19 024	23 731	18 019
Bénéfice net	2 635	2 244	4 635	4 568
Prime au rachat d'actions ordinaires	(2 483)	(348)	(3 938)	(1 667)
Solde à la fin	24 428	20 920	24 428	20 920

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

BILANS CONSOLIDÉS

<i>en milliers de dollars canadiens</i>	31 mars 2010	30 septembre 2009
	\$	\$
Actif		
À court terme		
Trésorerie	2 053	1 493
Débiteurs	6 606	6 965
Crédits d'impôt remboursables (note 2)	2 460	2 463
Impôts futurs	747	771
Autres actifs à court terme	4 690	4 518
	16 556	16 210
Immobilisations	3 765	3 924
Écart d'acquisition	61 872	64 833
Actifs incorporels et autres actifs à long terme	40 498	45 861
	122 691	130 828
Passif		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer	8 003	8 997
Impôts sur les bénéfices	1 765	1 107
Impôts futurs	450	450
Tranche à court terme de la dette à long terme (note 4)	14 325	5 613
	24 543	16 167
Produits reportés	8 705	19 614
	33 248	35 781
Produits reportés à long terme	6 885	7 357
Dette à long terme (note 4)	12 574	14 231
Impôts futurs	2 544	2 533
	55 251	59 902
Capitaux propres		
Capital-actions (note 5)	47 006	47 044
Surplus d'apport	474	474
Bénéfices non répartis	24 428	23 731
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(4 468)	(323)
	19 960	23 408
	67 440	70 926
	122 691	130 828

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE pour les périodes terminées les 31 mars

<i>en milliers de dollars canadiens</i>	2010	2009	2010	2009
	Trimestre	Trimestre	Six mois	Six mois
	\$	\$	\$	\$
Activités d'exploitation				
Bénéfice net	2 635	2 244	4 635	4 568
Ajustements pour :				
Amortissement des actifs incorporels et autres actifs à long terme	2 458	2 776	4 835	5 424
Amortissement des immobilisations	255	547	507	1 108
Amortissement des frais de financement reportés	6	21	43	42
Perte non-matérialisée sur la juste valeur des contrats de change	215	-	105	-
Gain sur règlement anticipé d'un billet à ordre	-	-	-	(91)
Perte non-matérialisée sur le placement détenu pour fin de transaction	159	-	340	-
Provision pour fermeture de bureaux	-	-	422	-
Perte sur disposition d'actifs	1	-	75	-
	5 729	5 588	10 962	11 051
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation	(4 688)	(761)	(11 295)	(6 082)
	1 041	4 827	(333)	4 969
Activités d'investissement				
Disposition (acquisition) d'un placement	196	-	196	(1 186)
Acquisition d'immobilisations	(133)	(362)	(507)	(771)
Acquisition d'actifs incorporels et autres actifs à long terme, déduction faite des crédits d'impôt	(697)	(1 086)	(1 269)	(2 016)
	(634)	(1 448)	(1 580)	(3 973)
Activités de financement				
Augmentation de la dette à long terme	5 300	1 800	9 300	12 800
Remboursement de la dette à long terme	(2 000)	(3 533)	(2 000)	(7 849)
Rachat d'actions ordinaires	(3 281)	(529)	(5 295)	(5 969)
Levée d'options d'achat d'actions	443	-	443	-
	462	(2 262)	2 448	(1 018)
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie libellée en monnaie étrangère	4	(91)	25	(506)
Augmentation (diminution) de la trésorerie	873	1 026	560	(528)
Trésorerie au début	1 180	1 630	1 493	3 184
Trésorerie à la fin	2 053	2 656	2 053	2 656

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour la période de six mois terminée le 31 mars 2010
(non vérifiés)

Avis de non-examen des états financiers consolidés intermédiaires

Les états financiers consolidés intermédiaires sont la responsabilité de la direction de la Société et ont été approuvés par son conseil d'administration. Les vérificateurs indépendants de la Société n'ont pas effectué un examen de ces états financiers consolidés intermédiaires conformément aux normes établies par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) pour un examen d'états financiers intermédiaires par le vérificateur de l'entité.

1. Principales conventions comptables

Les états financiers intermédiaires consolidés pour les périodes de trois et six mois terminées les 31 mars 2010 et 2009 sont non vérifiés et comprennent tous les ajustements que la direction juge nécessaires à une présentation fidèle de la situation financière de la Société, des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie. La présentation d'information par voie de note dans ces états financiers intermédiaires consolidés n'est pas entièrement conforme, à tous les égards, aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR ») pour les états financiers annuels consolidés. Ainsi, les états financiers intermédiaires consolidés doivent être lus conjointement avec les états financiers annuels consolidés de la Société de l'exercice terminé le 30 septembre 2009. Ces états financiers intermédiaires consolidés ont été préparés en utilisant les mêmes conventions comptables que celles des états financiers annuels consolidés de l'exercice terminé le 30 septembre 2009. Ces états financiers consolidés intermédiaires exigent que la direction procède à des estimations et établisse des hypothèses qui ont des répercussions sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes afférentes. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Adoption de nouvelles conventions comptables

La convention comptable suivante a été adoptée par la Société le 1^{er} octobre 2008 et a eu une incidence sur les états financiers :

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

En février 2008, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a publié le chapitre 3064, *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*, lequel remplace les chapitres 3062, *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels*, et 3450, *Frais de recherche et de développement*. Diverses modifications ont été apportées à d'autres chapitres du Manuel de l'ICCA pour des raisons de cohésion. Le chapitre 3064 établit les normes de constatation, de mesure et de présentation des actifs incorporels. Les modifications proposées précisent que seuls les coûts associés à un élément répondant à la définition d'un actif peuvent être reportés. Le concept de rattachement des charges aux produits ne demeure approprié que pour répartir le coût d'un actif sur les diverses périodes où il est consommé pour générer des produits. Les normes relatives aux écarts d'acquisition sont les mêmes que celles décrites au chapitre 3062. Par conséquent, la Société comptabilise maintenant certaines dépenses engagées à titre de frais généraux comme charges plutôt qu'à titre d'actifs incorporels. L'impact de l'adoption du chapitre 3064 sur les états financiers de l'exercice 2009 était non significatif et a donc été reflété intégralement au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2009. Si l'impact de l'adoption du chapitre 3064 avait été reflété sur chacun des trimestres de l'exercice 2009, le bénéfice avant impôt pour le deuxième trimestre terminé le 31 mars 2009 aurait été moindre de 25 000 \$.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour la période de six mois terminée le 31 mars 2010

(non vérifiés)

1. Principales conventions comptables (suite)**Modifications comptables futures**

En décembre 2009, l'ICCA a publié l'abrégé 175 des délibérations du Comité sur les problèmes nouveaux (CPN-175), *Accords de prestations multiples générateurs de produits*, qui modifie le CPN-142, *Accords de prestations multiples générateurs de produits*. Le CPN-175 établit les lignes directrices sur certains aspects de la comptabilisation des accords en vertu desquels la Société exécutera de multiples activités génératrices de produits.

En vertu de ce nouvel abrégé, en l'absence d'une preuve émanant d'un fournisseur ou d'une preuve émanant d'un tiers à l'égard des prestations aux termes d'un accord, il sera nécessaire d'utiliser la meilleure estimation du prix de vente afin de séparer les prestations et de répartir la contrepartie liée à l'accord au moyen de la méthode du prix de vente relatif. Le CPN-175 comprend également de nouvelles exigences de présentation quant à l'incidence de l'application de la méthode du prix de vente relatif sur le moment et le montant de la constatation des produits.

Le CPN-175 est applicable de façon prospective, mais peut être adopté de façon rétrospective, et s'applique aux accords de prestations générateurs de produits qui seront conclus ou modifiés significativement au cours de l'exercice qui débutera le 1^{er} octobre 2011. L'adoption anticipée est également permise, mais si elle a lieu au cours d'une période intermédiaire, elle nécessite une application rétrospective depuis le début de l'exercice. La Société a évalué que l'adoption du CPN-175 n'aurait présentement aucun impact sur les états financiers de la Société.

2. Crédits d'impôt remboursables

La Société détient des attestations d'admissibilité aux programmes de la Cité du Multimédia et au Centre national des nouvelles technologies de Québec (CNNTQ). Ces programmes mis en place par le gouvernement du Québec visent à aider les entreprises exerçant leurs activités dans le domaine de l'informatique et du multimédia et permettent de réclamer un crédit d'impôt remboursable égal à 40 % des salaires versés aux employés affectés aux activités de développement de nouvelles technologies jusqu'à concurrence de 15 000 \$ par employé admissible.

<i>en milliers de dollars canadiens</i>	Trimestre 31 mars 2010	Trimestre 31 mars 2009	Six mois 31 mars 2010	Six mois 31 mars 2009
	\$	\$	\$	\$
Crédits d'impôt portés en réduction du coût des services	312	229	624	448
Crédits d'impôt portés en réduction des frais capitalisés liés au développement de la technologie	63	107	129	222
	375	336	753	670

Pour obtenir ces crédits d'impôt remboursables, la Société doit respecter certaines conditions et renouveler annuellement son certificat d'admissibilité auprès du gouvernement du Québec. Si la Société manque à ses obligations définies en vertu de ces programmes de crédits d'impôt, elle peut être tenue de rembourser les crédits d'impôt obtenus. Au 31 mars 2010, aucun passif n'a été enregistré pour cette éventualité.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour la période de six mois terminée le 31 mars 2010

(non vérifiés)

3. Fermeture de bureaux

La Société a fermé deux de ses cinq bureaux américains, soit ceux de Smithfield en Virginie et Tampa en Floride le 30 décembre 2009 pour améliorer son efficacité opérationnelle. Les activités de développement et de service à la clientèle de ces deux bureaux ont été transférées aux autres bureaux américains existants. Les coûts liés à la fermeture de ces bureaux totalisent 496 000 \$, dont 74 000 \$ (70 000 \$ US) reliés à la radiation d'améliorations locatives et d'ameublement et 422 000 \$ (400 000 \$ US) surtout à titre de loyers futurs et autres frais reliés aux fermetures.

4. Dette à long terme

	Échéance	Au 31 mars 2010	Au 30 septembre 2009
<i>en milliers de dollars canadiens</i>			
		\$	\$
Ententes de facilités de crédit canadiennes	2012	21 800	14 500
Billet à ordre de 5 242 000 \$ US	2010	5 325	5 613
		27 125	20 113
Tranche à court terme		(14 325)	(5 613)
		12 800	14 500
Frais de financement reportés		(226)	(269)
		12 574	14 231

5. Capital-actions

	Nombre	Valeur comptable
<i>en milliers de dollars canadiens</i>		
		\$
Solde au 30 septembre 2008	9 580 024	48 821
Rachetées et annulées	(348 655)	(1 777)
Solde au 30 septembre 2009	9 231 369	47 044
Rachetées et annulées	(266 188)	(1 357)
Levée d'options d'achat d'actions	134 000	1 319
Solde au 31 mars 2010	9 099 181	47 006

Rachat et annulation

Selon les termes des programmes de rachat d'actions dans le cours normal des activités, la Société est autorisée à racheter pour annulation jusqu'à 472 189 et 456 088 actions ordinaires (soit approximativement 5 % des actions ordinaires en circulation) au cours des périodes de douze mois se terminant respectivement le 12 février 2010 et le 18 février 2011. Au cours de la période de six mois terminée le 31 mars 2010, 266 188 actions ordinaires ont été rachetées et annulées pour une contrepartie en espèces de 5 295 000 \$. L'excédent de 3 938 000 \$ entre la juste valeur des actions acquises et leur valeur au livre a été comptabilisé en diminution des bénéfices non répartis.

Options d'achat d'actions

Au cours du trimestre terminé le 31 mars 2010, l'intégralité des 134 000 options émises et en circulation de la Société ont été levées, pour une contrepartie de 1 319 000 \$ dont 876 000 \$ est à recevoir au 31 mars 2010.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour la période de six mois terminée le 31 mars 2010
(non vérifiés)

6. Bénéfice par action

Le tableau suivant présente un rapprochement entre le bénéfice de base par action et le bénéfice dilué par action :

	Trimestre 31 mars 2010	Trimestre 31 mars 2009	Six mois 31 mars 2010	Six mois 31 mars 2009
Bénéfice net	2 635 000 \$	2 244 000 \$	4 635 000 \$	4 568 000 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation	9 147 185	9 435 090	9 171 613	9 486 642
Effet de dilution des options d'achat d'actions	41 599	43 823	52 221	43 822
Nombre moyen dilué d'actions ordinaires en circulation	9 188 784	9 478 913	9 223 834	9 530 464
Bénéfice net par action				
De base	0,29 \$	0,24 \$	0,51 \$	0,48 \$
Dilué	0,29 \$	0,24 \$	0,50 \$	0,48 \$

Toutes les options d'achat d'actions octroyées et en circulation avaient un effet dilutif au cours des trimestres présentés ci-dessus. Le solde d'options d'achat d'actions octroyées et en circulation était nul au 31 mars 2010.

7. Informations concernant le capital

Dans ses opérations de gestion du capital, la Société a comme objectifs de :

- maintenir une souplesse financière afin de préserver sa capacité de respecter ses engagements financiers, incluant des obligations potentielles découlant d'acquisitions additionnelles;
- maintenir une structure du capital permettant à la Société de privilégier le financement de sa stratégie de croissance avec les flux de trésorerie de ses activités d'exploitation et sa capacité d'endettement; et
- optimiser l'utilisation de son capital afin d'offrir à ses actionnaires un bon rendement sur leur investissement.

La Société définit son capital comme les capitaux propres, la dette à long terme et la trésorerie.

La stratégie financière de la Société est élaborée et adaptée en fonction des conditions de marché afin de maintenir une structure de capital flexible et conforme aux objectifs indiqués ci-dessus et de répondre aux caractéristiques des risques liés aux actifs sous-jacents. Dans le but de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société peut refinancer une dette existante, mettre en place de nouveaux emprunts, racheter des actions aux fins d'annulation conformément à des offres publiques de rachat d'actions dans le cours normal des activités ou encore émettre de nouvelles actions.

La Société a établi des critères de maintien d'une saine gestion financière. Ces mesures de capital sont analysées périodiquement et comprennent principalement les ratios suivants :

- ratio de l'endettement net total sur le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (BAIIA); et
- ratio de l'endettement net total sur la capitalisation totale.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour la période de six mois terminée le 31 mars 2010

(non vérifiés)

7. Informations concernant le capital (suite)

L'endettement net total, une mesure non définie par les PCGR, est la somme de la dette à long terme (incluant la partie à court terme), déduction faite de la trésorerie.

Le BAIIA, une mesure non définie par les PCGR, est la somme du bénéfice net plus les intérêts sur la dette et les soldes de prix d'achat, les autres intérêts ou produits, les impôts sur les bénéfices, l'amortissement des immobilisations et l'amortissement des actifs incorporels et autres actifs à long terme.

La capitalisation totale, une mesure non définie par les PCGR, est la somme de l'endettement net total et des capitaux propres.

La stratégie et les objectifs financiers de la Société décrits précédemment sont restés essentiellement les mêmes depuis la fin de l'exercice précédent. Ces objectifs et cette stratégie sont revus annuellement. La Société est d'avis que ses ratios actuels sont satisfaisants, étant donné la taille de la Société, ses objectifs de gestion du capital et sa stratégie de croissance.

La Société est liée également par des engagements financiers relativement à ses facilités de crédit, lesquels sont mesurés sur une base trimestrielle. Ces ratios sont les suivants :

Engagements	Ratio
Endettement net total sur le BAIIA	Moins que 3,00 : 1
Endettement net total sur la capitalisation totale	Moins que 55 %
Couverture des frais fixes	Plus que 1,20 : 1

Le tableau suivant illustre les mesures financières utilisées par la Société et calculées sur une période de douze mois terminée le 31 mars 2010 par rapport à l'exercice financier 2009.

	31 mars 2010	30 septembre 2009
<i>en milliers de dollars canadiens</i>	\$	\$
Dette à long terme, avec la tranche à court terme	21 800	14 500
Solde de prix d'achat de filiales, avec la tranche à court terme	5 325	5 613
Moins : Trésorerie	(2 053)	(1 493)
Endettement net total	25 072	18 620
Bénéfice net	10 320	10 252
Plus :		
Impôts sur les bénéfices	4 517	4 435
Frais d'intérêts sur la dette à long terme	972	1 416
Produits d'intérêts	(23)	(41)
Perte (gain) de change	195	(800)
Provision pour fermeture de bureaux	422	-
Perte non matérialisée sur la juste valeur d'un placement	(136)	(84)
Perte sur cession d'immobilisations	93	18
Amortissement des immobilisations, actifs incorporels et autres actifs à long terme	11 149	12 339
BAIIA	27 509	27 535

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour la période de six mois terminée le 31 mars 2010

(non vérifiés)

7. Informations concernant le capital (suite)

BAlIA	27 509	27 535
Moins :		
Frais de développement reportés, incluant crédits d'impôt	(1 998)	(2 710)
Acquisition d'immobilisations	(983)	(1 247)
Impôts payés	(5 794)	(4 432)
BAlIA net	18 734	19 146
Frais d'intérêts de la dette à long terme	972	1 416
Tranche à court terme de la dette à long terme	14 325	5 613
Frais fixes	15 297	7 029
	31 mars 2010	30 septembre 2009
	\$	\$
	<i>en milliers de dollars canadiens</i>	
Endettement net total	25 072	18 620
BAlIA	27 509	27 535
Ratio de l'endettement net total sur le BAlIA	0,91 : 1	0,68 : 1
Endettement net total	25 072	18 620
Capitalisation totale	92 512	89 546
Ratio de l'endettement net total sur la capitalisation totale	27,1 %	20,8 %
BAlIA net	18 734	19 146
Frais fixes	15 297	7 029
Couverture des frais fixes	1,22 : 1	2,72 : 1

La Société respecte tous ses engagements financiers au 31 mars 2010.

8. Instruments financiers**Politique de gestion des risques**

La Société, par l'intermédiaire de ses actifs et passifs financiers, est exposée à divers risques. L'analyse suivante fournit une évaluation des risques à la date du bilan, soit au 31 mars 2010. Les actifs et passifs financiers de la Société sont la trésorerie, les débiteurs, le placement, les contrats de change, les créditeurs et charges à payer et la dette à long terme.

Juste valeur

Aux 31 mars 2010 et 30 septembre 2009, la juste valeur de la trésorerie, des débiteurs, des contrats de change ainsi que des créditeurs et charges à payer était comparable à leur valeur comptable en raison de leur échéance prochaine. Malgré les baisses soutenues de taux d'intérêt observées au cours de l'exercice, la juste valeur de la dette à long terme ne diffère pas de façon importante de sa valeur aux livres en date du 31 mars 2010 en raison du resserrement des critères des institutions financières pour accorder du nouveau crédit. Le risque de crédit propre à la Société et le risque de crédit de la contrepartie sont pris en compte dans la détermination de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers, y compris les instruments dérivés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour la période de six mois terminée le 31 mars 2010

(non vérifiés)

8. Instruments financiers (suite)

Risque de crédit

Le risque de crédit de la Société est principalement attribuable à ses comptes débiteurs. Les montants figurant au bilan sont présentés déduction faite de la provision pour créances douteuses, estimée par la direction de la Société selon l'expérience passée et son évaluation de l'environnement économique actuel. La Société est d'avis que le risque de crédit des comptes débiteurs est limité en raison des éléments suivants :

- Une forte proportion des contrats de service sont payés annuellement d'avance ou par paiements préautorisés;
- Les clients canadiens sont presque exclusivement financés par le gouvernement;
- Pour le secteur américain, le bassin de clientèle est vaste et diversifié géographiquement. De plus, le niveau de crédit de chaque client est suivi régulièrement;
- Le niveau des créances américaines de plus de 90 jours a subi une réduction significative depuis 15 mois.

	31 mars 2010	30 septembre 2009
<i>en milliers de dollars canadiens</i>	\$	\$
Solde des débiteurs canadiens	2 459	2 631
Solde des débiteurs américains	4 147	4 334
	6 606	6 965

L'âge consolidé des débiteurs de la Société est comme suit :

	Comptes courants	Comptes de plus de 30 jours	Comptes de plus de 60 jours	Comptes de plus de 90 jours	Provision pour créances douteuses	Total
<i>en milliers de dollars canadiens</i>	\$	\$	\$	\$	\$	\$
31 mars 2010	4 040	1 109	687	1 272	(502)	6 606
30 sept. 2009	3 836	1 066	558	2 051	(546)	6 965

La continuité de la provision consolidée pour créances douteuses de la Société se présente comme suit :

	Six mois terminés le 31 mars 2010	Exercice terminé le 30 septembre 2009
<i>en milliers de dollars canadiens</i>	\$	\$
Solde au début	546	1 168
Provision pour pertes sur créances	105	4
Radiation	(149)	(626)
Solde à la fin	502	546

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour la période de six mois terminée le 31 mars 2010
(non vérifiés)

8. Instruments financiers (suite)**Risques de liquidité**

Les risques de liquidité sont les risques que la Société ne soit pas en mesure de faire face à ses obligations financières aux moments requis ou ne puisse le faire qu'à des coûts excessifs. La Société finance sa croissance en combinant les flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation, l'utilisation de ses facilités de crédit et l'émission d'actions. L'un des principaux objectifs financiers de la direction est de maintenir un niveau optimal de liquidités en gérant activement les actifs, les passifs et les flux de trésorerie. Compte tenu des ressources liquides dont la Société dispose, en relation avec les moments auxquels les paiements des obligations sont dus, la direction estime que les risques de liquidité auxquels la Société est exposée sont faibles.

Risque de change

La Société est exposée à la variation du taux de change du dollar américain. Le tableau qui suit présente la sensibilité du bénéfice net, sur l'année suivant le 31 mars 2010 et le 30 septembre 2009, à une appréciation de 20 % du dollar américain par rapport au dollar canadien. L'analyse de sensibilité comprend des éléments monétaires libellés en dollars américains et tient compte du redressement de leur écart de conversion, à la fin de la période, en fonction d'une telle variation du taux de change.

Incidence de la variation du taux de change du dollar américain		
	31 mars 2010	30 septembre 2009
<i>en milliers de dollars canadiens</i>	\$	\$
Gain de change après impôts à l'état des résultats	306	560

Une dépréciation de 20 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait l'incidence contraire sur le bénéfice net de la Société.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée à des risques de taux d'intérêt sur sa dette à long terme et n'a pas recours à des instruments financiers visant à atténuer ce risque. La direction ne croit pas que les variations de taux d'intérêt auraient une incidence importante car la Société compte rembourser une portion significative de sa dette à long terme au cours des douze prochains mois à même les flux de trésorerie tirés de ses activités d'exploitation.

Le tableau qui suit présente la sensibilité du bénéfice net, sur l'année suivant le 31 mars 2010 et le 30 septembre 2009, à une augmentation de cent points de base du taux d'intérêt applicable aux facilités de crédit de la Société.

Incidence de la variation du taux d'intérêt		
	31 mars 2010	30 septembre 2009
<i>en milliers de dollars canadiens</i>	\$	\$
Charge d'intérêt supplémentaire après impôts à l'état des résultats	148	99

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour la période de six mois terminée le 31 mars 2010

(non vérifiés)

9. Information sectorielle

Les activités de la Société se divisent en deux secteurs qui sont définis autant par la géographie que par la nature du marché. Le secteur d'exploitation canadien comprend le développement, la commercialisation, l'implantation et le support de systèmes d'information du secteur de la santé et des services sociaux du Canada. Le secteur de la santé au Canada est financé par l'État et administré sur une base provinciale ou territoriale. Par conséquent, les clients canadiens de la Société sont à prédominance des organismes publics.

Le secteur d'exploitation américain comprend les mêmes activités, mais vise le secteur des soins de santé aux personnes âgées aux États-Unis. Ce secteur est largement administré par des instances privées. Les clients américains se divisent en organismes sans but lucratif et en sociétés à but lucratif.

	Trimestre terminé le					
	31 mars 2010			31 mars 2009		
	Canada	États-Unis	Total	Canada	États-Unis	Total
<i>en milliers de dollars canadiens</i>	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	9 099	9 330	18 429	8 582	11 095	19 677
Charges d'exploitation	5 267	6 337	11 604	4 945	7 807	12 752
Amortissement des immobilisations	137	118	255	233	314	547
Amortissement des actifs incorporels et autres actifs à long terme	666	1 792	2 458	756	2 020	2 776
Bénéfice avant les éléments suivants :	3 029	1 083	4 112	2 648	954	3 602
Perte sur disposition d'actifs, provision pour fermeture de bureaux, frais financiers et impôts sur les bénéfices			1 477			1 358
Bénéfice net			2 635			2 244
Acquisition d'immobilisations	14	119	133	101	268	369

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
 Pour la période de six mois terminée le 31 mars 2010
 (non vérifiés)

9. Information sectorielle (suite)

	Période de six mois terminée le					
	31 mars 2010			31 mars 2009		
	Canada	États-Unis	Total	Canada	États-Unis	Total
<i>en milliers de dollars canadiens</i>	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	17 573	18 739	36 312	16 460	21 981	38 441
Charges d'exploitation	10 440	12 650	23 090	9 621	15 637	25 258
Amortissement des immobilisations	258	249	507	463	645	1 108
Amortissement des actifs incorporels et autres actifs à long terme	1 287	3 548	4 835	1 514	3 910	5 424
Bénéfice avant les éléments suivants :	5 588	2 292	7 880	4 862	1 789	6 651
Perte sur disposition d'actifs, provision pour fermeture de bureaux, frais financiers et impôts sur les bénéfices			3 245			2 083
			4 635			4 568
Acquisition d'immobilisations	352	155	507	205	573	778
	au 31 mars 2010			au 30 septembre 2009		
	Canada	États-Unis	Total	Canada	États-Unis	Total
<i>en milliers de dollars canadiens</i>	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Immobilisations	2 304	1 461	3 765	2 212	1 712	3 924
Actifs incorporels et autres actifs à long terme	8 368	32 130	40 498	9 085	36 776	45 861
Écart d'acquisition	7 078	54 794	61 872	7 078	57 755	64 833
Total de l'actif	26 888	95 803	122 691	26 942	103 886	130 828